CHAPITRE XVI

DU RIZ AU CACAO SUR LA TRANSAMAZONIENNE, BRESIL

Philippe HAMELIN

Abstract: FROM RICE TO COCOA ON THE TRANSAMAZON HIGHWAY, BRAZIL

In the absence of field work and the possibility to survey local knowledge, the settlement scheme linked to the opening of the Transamazon Highway in 1970 was planned in relation to political policy. One of the principal objectives was the formation of a middle class composed of farmers to cultivate foodstuffs.

The idea for an exclusive formation of a middle class was then taken up and amplified by the Catholic Church, which, through the organization of its "base communities", tried to achieve its egalitarian Utopia. But a refusal to be egalitarian yet poor was to bring about a transformation of the production sytem. It was originally dominated by foodstuffs, but now is dominated by plantations, cocoa, pepper, coffee...

The study of the evolution and the breakdowns which brought this transformation about shows that if certain socio-economic conditions were respected, even a society that has been accultured and shaken by migration, will maintain its potential for adapting to

new conditions of production.

The development and durability of the agricultural production and the formation or reproduction of a peasantry (sustainability), require that the production system offers possibilities of rapid integration into the modern sector (access to modern consumer comforts, heath centers, schools); and does not simply allow for a more "ecological" survival than the slums of the big cities. The farmer is a contractor who is claiming a comparable standard of living to that of urban contractor. The production system must then respect the independence of the farmer and his control of rural space. This is the foundation of his cultural identity; and as such is incompatible with integration into the agro-industrial strucures where he would be just a wage-earner in costume.

Liste des abréviations:

CEPLAC: Comissao Executiva do Plano da Lavoura Cacaueira.

CNPq: Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnologico.

EMATER: Empresa de Assistencia Tecnica e Extensao Rural.

IBC: Instituto Brasileiro do Cafe.

INCRA: Instituto Nacional de Colonizacao e Reforma Agraria.

IPEA: Instituto de Planejamento Economico e Social.

PIC: Projeto Integrado de Colonizacao.

SUCAM: Superintendencia de Campanhas de Saude Publica. **SUDAM:** Superintendencia de Desenvolvimento da Amazonia.

I. LA TRANSAMAZONIENNE ET LE PROGRAMME DE COLONISATION AGRICOLE

En 1970 le Programme d'Intégration National (PIN) est créé. Il est destiné à construire la Transamazonienne et la route Cuiaba-Santarem. Il est associé à la réalisation d'un programme de colonisation agricole dans une bande de 10 Km, située de chaque côté des nouvelles routes. L'INCRA, organisme fédéral est alors créé pour promouvoir la colonisation et exécuter les projets de réforme agraire. Toutes ces créations seront à l'origine d'un mouvement d'occupation humaine de l'espace amazonien sans précédent, par son ampleur et sa nature.

Aujourd'hui ces différents projets donnent l'impression d'anarchie si l'on considère les voies dans lesquelles ils se sont développés. Cependant un examen approfondi révèle un dynamisme commun à toutes les zones de colonisation. Ce dynamisme, s'il était canalisé et soutenu, pourrait provoquer dans les vingt prochaines années un développement sans précédent de l'Amazonie brésilienne.

L'étude de la communautée d'Uruara, replacée dans le contexte du Projet Intégré de Colonisation d'Altamira (PIC), montre la force des pionniers à contester et à modifier le modèle "proposé" dans le sens d'une meilleure adaptation écologique, économique et sociale à la réalité locale. Ce potentiel ne se concrétisera toutefois que si l'Etat réalise les investisements nécessaires dans le domaine des infrastructures de base (voie de communication, distribution d'énergie, éducation, santé et justice) et veille à une meilleure distribution de la richesse produite.

II. LE PIC ALTAMIRA ET LA PLANIFICATION D'UNE CLASSE MOYENNE

Le but de la colonisation en Amazonie était double: occuper l'espace amazonien et résoudre les problèmes sociaux du Nordeste en întégrant à l'économie nationale "de larges fractions de la population jusqu'ici éparpillées dans une économie de subsistance. condamnées à la stagnation technologique et à la perpétuation d'un drame social intolérable"(1). Les déclarations gouvernementales de ce type, ainsi que les nombreuses visites du Président de la République et des ministres, feront de la colonisation de l'Amazonie un grand dessein national. Le PIC Altamira était la vitrine de ce projet. Altamira I (2), dans une édition luxueuse, relatait de manière très détaillée les tâches à accomplir. Cela allait du mode de sélection des colons jusqu'à l'écartement des plants de maïs selon les différents types de sol. On y trouvait le plan de masse des agrovilles, accompagné du plan type de la maison du colon, du poste de santé, du magasin de stockage. Ce document déterminait la taille des parcelles à défricher et les cultures à implanter. Il calculait également les quantités de semences et de produits phytosanitaires pour chaque type de culture, ainsi que la nourriture nécessaire à la subsistance de la famille du colon en attendant la première récolte, les temps de travaux et la rentabilité de chaque production. Mais, comme le déclare lui-même le président de l'INCRA, en introduction au projet: "l'absence quasiment totale de connaissance de la région, à un niveau tout au moins minimum, nécessaire pour un projet de cette sorte, fit que l'INCRA, en dépit de cette carence, commença l'installation immédiate des colons et qu'elle est déja en train d'écrire les directives pour l'orientation du projet."

La méconnaissance du milieu et la précipitation avec laquelle le projet a été élaboré en font une construction intellectuelle déconnectée de toute réalité locale. Il est assez savoureux de constater que l'INCRA rédigeait les directives d'installation des colons pendant qu'elle les installait. La première conséquence fut qu'Altamira I, annoncé comme le premier d'une série de projets, ne sera jamais suivi d'Altamira II. Certaines directives eurent un effet très néfaste, car, touchant à la structure même du projet, elles étaient irréversibles. Ce fut le cas du zonage rectangulaire qui

⁽¹⁾ Brasil Presidência da República, metas e bases para Ação do Governo, Sept. 1970, p. 31.

⁽²⁾ Plan d'installation des 3000 premières familles du PIC Altamira, le seul qui sera publié.

créait, perpendiculairement à la Transamazonienne, tous les 5 km, une vicinale longue de 10 km sur les bords de laquelle étaient découpés des lots de terre de 100 ha (400 mètres de front sur 2,5 km de profondeur). Quand, sur place, il fallut ouvrir ces vicinales, on s'aperçut que certaines passaient au milieu de rivières ou de marécages, que d'autres escaladaient des collines à forte pente et enfin que certains lots étaient sans eau tandis d'autres étaient divisés en deux ou trois par des cours d'eau.

La planification prévoyait la mise en culture des lots selon trois types:

- 1 Les cultures de subsistance: riz, haricot, maïs et manioc.
- 2 Les cultures industrielles temporaires: soja, ricin, coton, canne à sucre.
- 3 Les cultures industrielles permanentes: caoutchouc, cacao, poivre et guarana.

Les cultures de banane et d'ananas étaient aussi envisagées. La production de légumes était renvoyée à une étude complémentaire. La production de protéines animales, à part une rapide allusion à l'élevage de basse-cours, n'était pas envisagée. L'élevage des bovins était déja réservé aux grandes fazendas: la SUDAM affirmait à l'époque que la production de viande de boeuf n'était rentable que pour les exploitations de plus de 25.000 ha!

Si les cultures annuelles entraient dans le plan de production de chaque famille, les plantations d'hévea, de cacao, de guarana et de poivre étaient réservées respectivement à 30%, 20%, 20% et 10% des familles, et pour chacune la taille maximum de la parcelle était limitée: à 5 ha pour les 3 premières et à 1,5 ha pour le poivre. La justification de la limitation du nombre de familles concernées était la technicité élevée exigée pour la réalisation de ces cultures; le seul recours à la main d'oeuvre familiale justifiait la limitation des surfaces.

Les restrictions à l'implantation de cultures permanentes avaient des raisons certainement bien différentes de celles qui étaient invoquées: une plantation de cacao exige-t-elle plus de technicité que la culture du soja ou du coton? Certainement pas, mais le lobby des planteurs de cacao de la Bahia voyait d'un très mauvais oeil le développement d'une concurrence au Nord. Il demandera à plusieurs reprises dans les années 80 la suppression du financement pour la plantation du cacao et le retrait de la CEPLAC installée en 1978. La résistance viendra aussi du monde scientifique: P. FEARNSIDE, après avoir étudié le système de production du cacao sur la Transamazonienne à l'aide d'un modèle intégrant de très nombreuses variables, conclut: "in summary, the long-term contribution of cacao to supporting the colonist

population on the transamazon highway is far from assured" (FEARNSIDE, 1978). Le lobby du café sera bien plus puissant, car le café n'apparaîtra jamais comme une culture possible, bien que ce soit en Amazonie qu'il ait été introduit pour la première fois au Brésil, aux environs de 1760. Il n'est toujours pas reconnu par l'IBC, malgré une production importante, ce qui en interdit sa classification et par conséquent sa vente à l'exportation. Le poivre est une production régionale (3) implantée par des colons japonais. à partir de 1950, dans la région de Tome-Acu. Au début des années 70, de violentes attaques de fusariose le menacaient de disparition. Les autorités ont alors cherché à agrandir son aire de diffusion pour ne pas perdre d'importantes recettes d'exportation. Une étude de l'IPEA (TAVARES, 1979) montre qu'il existe un écart moven de revenu de 1 à 8 en faveur des producteurs de poivre au sein de la colonie de Tomé-Açu, ce qui va à l'encontre de la formation d'une classe "moyenne" d'agriculteurs. Pour le guarana et le caoutchouc les problèmes sont différents. Le premier est une production traditionnelle des Indiens et des "caboclos" (4). Le second appartient à la mythologie de l'Amazonie du début du siècle; malgré plusieurs tentatives de relancer cette production et des cours maintenus bien au-dessus des cours mondiaux, le Brésil est importateur de caoutchouc.

Ainsi, la pression des lobbies et la peur d'une différenciation sociale étaient, dès l'origine, un frein au développement des plantations et traduisaient bien la volonté du gouvernement à l'époque de créer l'équivalent de la classe ouvrière dans le monde paysan. Dans le document Altamira I, sont comparés les résultats financiers de 2 plans d'assolement. Chacun inclut les 4 mêmes cultures alimentaires plus 2 types de culture de rente: le premier associe coton, ricin, tabac, poivre, et cacao; le deuxième, arachide, soja et guarana. Les revenus sont quasiment égaux dans les 2 options présentées et correspondent à peu près au salaire moven ouvrier au Brésil. Il est aussi intéressant de noter, dans le cas de la deuxième option, que le guarana représente à lui tout seul plus de la moitié de la recette brute et la totalité des bénéfices, avant frais financiers. Le poivre et le cacao, dans la deuxième option, représentent quasiment 50% de la valeur de la production. On peut donc se poser la question : quels sont les revenus de 60% des familles qui n'ont pas accès à ces cultures de rente?

⁽³⁾ Le Para produit plus de 90% du poivre brésilien.

⁽⁴⁾ Métis vivant sur les bords des fleuves.

III. LA REALISATION DU PROJET

L'aire du PIC Altamira était une bande de terre large de 20 à 24 km, traversée en son milieu par la Transamazonienne, et longue de 480 km (240 km de part et d'autre de la ville d'Altamira).

Le projet, cependant ne sera exécuté qu'à l'intérieur d'un segment situé à l'Est d'Altamira, du km 20 au km 120. Dans le reste aura lieu ce que l'on appellera "colonisation spontanée" en opposition à la "colonisation dirigée". L'INCRA se contentera le plus souvent de délimiter et de distribuer les terres ou de régulariser la situation des occupants sans titre qui avaient devancé les géomètres.

La zone du km 20 au km 120 sera donc la seule où sera mise en pratique une partie des directives d'Altamira: contruction des agrovilles, postes de santé, quelques écoles, etc.. La seule aussi où seront mis en place des systèmes de production. Schématiquement cette zone a été divisée en trois:

- du km 20 au km 70: cultures de subsistance + poivre.
- du km 70 au km 100: idem + canne à sucre.
- du km 100 au km 120: idem + cacao.

On peut constater que les cultures industrielles annuelles (coton, soja) n'apparaissent pas. Le coton a été experimenté à plusieurs reprises, mais le manque de structure industrielle et commerciale appropriée a transformé l'expérience en un échec, même si du point de vue agronomique les résultats étaient satisfaisants. L'introduction du soja était à la charge d'une coopérative agricole du sud du Brésil, la Cotrijui. Cette dernière avait un très grand projet de colonisation privée qui ne fut jamais concrétisé. Des trois projets ci-dessus, seul celui du cacao peut être qualifié de succès. Le poivre a connu de graves déboires à cause de la fusariose, bien qu'il soit aujourd'hui l'une des productions vedettes du PIC Altamira. La canne à sucre, associée à la construction de l'usine Abraham Lincoln pour la production de sucre et d'alcool, qualifiée en 1976 "d'usine la plus moderne du Brésil", a connu de très grandes difficultés. Le conflit entre les industriels privés et les planteurs de canne à sucre a abouti à la fermeture de l'usine durant trois campagnes, de 1982 à 1985 et ce n'est qu'en 1986, après l'injection massive de subventions fédérales, que l'usine a redémarré. La production d'alcool est gérée par l'association des producteurs de canne sous la supervision de l'INCRA.

Globalement, jusqu'à la fin des années 80, ce sera la production de riz associée à la création de pâturage et à l'achat

éventuel de bétail, quand les excédents monétaires résultant de la vente du riz le permettent, qui restera le système dominant.

La restriction du financement à la seule production de riz pour tous les colons sans titre de propriété (l'INCRA n'en avait distribué que 50 jusqu'en 1976) est peut-être l'une des explication de ce phénomène (WOOD et SCHMINK, 1982, 78-81). Cela traduit bien l'échec du projet qui voulait en finir avec le système de "défrichebrûlis", grand consommateur d'espace, en introduisant, en alternance avec les cultures de subsistance, des cultures annuelles de rente. Cet échec est dû, pour une part, au manque de maîtrise des techniques agronomiques appropriées (en particulier aux difficultés de la mécanisation en terrain accidenté sous climat équatorial), mais aussi à l'absence de structures d'appui dont la création reste difficile du fait du manque de ressources humaines qualifiées (HAMELIN, 1988). Ce deuxième point est très important car la nécessaire diversification des actuelles plantations de poivre et de cacao passe par des plantations de palmiers (huile, cœur de palmier, etc...), arbres fruitiers (jus de fruit), plantes médicinales, bois (pâte à papier, charbon de bois) qui exigent toutes une infrastructure industrielle pour la valorisation de la production agricole. La relance de l'usine d'alcool et de sucre du km 90, même si elle n'a été possible qu'en puisant abondamment dans la poche du contribuable, est un fait exemplaire. C'est une expérimentation qui permet de mesurer la viabilité sociale et économique d'une agro-industrie associative (5) en Amazonie, une des grandes espérances pour le développement de cette région.

IV. L'UTOPIE EGALITAIRE DANS LE DISTRICT D'URUARA

Le district d'Uruara, déjà oublié lors de la réalisation des infrastructures, ne sera atteint que très marginalement jusqu'en 1978, par le développement des cultures permanentes.

Les premières plantations de poivre ne seront financées que lorsque la fusariose attaquera la zone du km 20 au km 70. L'installation de la CEPLAC et l'attribution de financements importants à partir de 1978 seront à l'origine du développement du cacao. Au km 190, zone de terres très fertiles, un pôle cacaoyer assez étendu pour avoir valeur démonstrative sera créé.

⁽⁵⁾ L'implantation d'agro-industries ne signifie pas automatiquement que l'Amazonie soit livrée au grand capital et que les paysans soient prolétarisés. Tout dépend du type de relation établie entre la production de la matière première et sa transformation.

La suppression du financement en même temps que la chute des cours mondiaux du cacao en 1982 va quasiment stopper la plantation de nouveaux cacaoyers. De plus, sous l'impulsion de leaders communautaires appuyés par le curé de la paroisse, un discours anti-capitaliste rudimentaire se répand. Selon ceux-ci, "produire du cacao, c'est soutenir le système capitaliste. Comme celui-ci devrait s'effondrer d'ici cinq ans il ne faut absolument pas l'aider à survivre; le cacao exporté ne nourrit pas le peuple brésilien". Ces idées, largement diffusées, auront une influence considérable. Lors de ma première visite sur place en juillet 1985 je rencontrai plusieurs colons dont les plantations de cacao était laissées à l'abandon. La CEPLAC évalua ces abandons à 324 ha, dans le rapport de son bureau local pour 1985. D'autres colons abandonnèrent ou détruisirent leurs plantations de poivre (6)

La mise en pratique des préceptes d'une Eglise des pauvres sera poussée jusqu'à l'extrême, c'est à dire, jusqu'à l'exclusion des riches de la communauté. Le délégué syndical abandonnera ses plantations de poivre et de cacao, vendra son bétail et l'équipement de sa maison (c'est sa femme qui faisait la cuisine et tirait l'eau du puits). Il en viendra à interdire le pain à ses enfants puisque "les pauvres ne mangent pas de pain". Ces attitudes très radicales, cautionnées par l'Eglise catholique, étaient dûes en partie à la personnalité du curé d'Uruara. Même si dans le cas d'Uruara le trait a été poussé jusqu'à la caricature, nous retrouvons là deux positions de l'Eglise catholique. L'une est traditionnelle: c'est la condamnation du commerce et de l'argent. L'autre est liée à l'évolution de l'Eglise latino-américaine, à la théologie de la Libération et à l'établissement des communautées de bases (qui ne sont peut-être que des versions modernes des missions Jésuites du XVIIIème siècle). Quand le modèle de l'utopie égalitaire, insufflé par les militaires durant la phase initiale de la colonisation (1972-74) et repris à son compte par l'Eglise, semble lui échapper, il y a alors une tentative certainement inconsciente de le rétablir par un nivellement par le bas, en jouant sur la confusion entre une 'Eglise pour les pauvres" et une "Eglise des pauvres". Les organismes de vulgarisation rurale (EMATER et CEPLAC) discrédités et quasiment sans moyens auront un rôle marginal à cette époque.

⁽⁶⁾ Le poivre était supposé entrer dans la fabrication des bombes. De plus, sa culture était dite non rémunératrice. En réalité le calcul fait avec un producteur montre que la rémunération du travail équivalait à deux fois celle de la culture du riz.

V. LE RETOURNEMENT

Le basculement, à partir de 1983, vers une économie de plantation a été rapide et général. Il culminera fin 1986, début 1987, époque où tout le monde, du plus pauvre au plus riche des grands éleveurs, tentera de planter du poivre et du cacao bien audelà de ses capacités réelles d'investissement. Il en résultera une spéculation effrénée, (tableau 1). La valeur de la terre sera multipliée par 3 et le salaire journalier passera en quelques mois de 3 à 12 US\$. La cause de ce changement brusque est liée à l'interaction de plusieurs facteurs.

La remontée des cours du cacao va provoquer l'enrichissement des planteurs subventionnés, du km 190. Ils vont de ce fait accéder à des biens de consommation considérés comme objets de luxe: voiture, poste de télévision, groupe électrogène... L'un des colons achètera même une résidence secondaire à Brasilia. Le fait que l'ascension économique de ces colons ne soit dûe qu'au choix de la CEPLAC de développer un pôle cacaoyer dans leur région, démontre au reste de la communauté que la misère n'est pas une fatalité. Un autre impact de l'accès à l'économie de marché d'une partie des colons sera le développement du commerce local qui entraîne une croissance très élevée de la ville d'Uruara créée en 1979 au km 180 (HAMELIN, 1988). La croissance des fonctions commerciales de la ville d'Uruara aura des effets bénéfiques. Il y aura, d'une part augmentation de l'offre et de la diversité des biens de consommation liées à une baisse de leur prix, et d'autre part une amélioration des prix du poivre et du cacao payés aux producteurs.

La distribution en 1983 de nouveaux lots de terre par l'INCRA mobilisera de nombreux migrants. Ceux-ci, en attendant l'ouverture des voies d'accès permettant une mise en valeur de leur terre, fourniront la main-d'oeuvre nécessaire au développement des plantations.

Le remplacement du curé d'Uruara en mars 1984 s'accompagne d'un changement, dans l'attitude vis à vis de la richesse. La richesse n'est plus désormais considérée comme mauvaise par elle-même; quand elle l'est, cela tient à la façon dont elle est redistribuée. Cela amènera le syndicat des travailleurs ruraux à modifier son attitude vis à vis de la production de poivre et de cacao.

Début 1986, la frénésie gagnera tout le monde: du grand fazendeiro qui projetera de planter 200 ha de cacao et en plantera à peine 60 ha, avec beaucoup de difficulté, jusqu'au professeur qui plantera 200 pieds de poivre dans son jardin. Le tableau 2 traduit

bien ce phénomène : alors que seulement 24% des paysans produisaient du poivre ou du cacao en 1986, 84% en produiront en 1989, avec une légère diversification vers le guarana et le café. Le développement de ce dernier dépend pour beaucoup de la reconnaissance de cette production par l'IBC. Il est par contre inquiétant de constater qu'une partie des planteurs abandonnent à ce moment-là, les cultures de subsistance, ce qui les rend vulnérables en cas de crise.

Cette explosion de la fin 1986, malgré la levée des barrières sociales et un environnement économique favorable, ne se serait pas produite sans l'expérience accumulée antérieurement. La combinaison de récoltes records et de prix très élevés (7), qui ont permis des bénéfices inhabituels pour les colons propriétaires de plantations en production (8) cette année-là, n'a été que le détonateur. Il n'y a pas de création d'une génération spontanée de planteurs. En douze ans, les paysans ont accumulé savoirs et savoir-faire, à travers la réinterprétation des expériences plus ou moins fructueuses des organismes de vulgarisation, confrontées à leur propres connaissances acquises sur place. On saisit, avec cette situation privilégiée, que des savoirs paysans se sont construits grâce à l'information scientifique et technique qui est parvenue aux planteurs mais aussi à travers la circulation des hommes et des informations entre les groupes. La formation et la circulation de l'information entre les différents acteurs apparaissent comme des préalables indissociables des mesures économiques, à la mise en place d'une politique de développement agricole.

Le tableau 1 montre comment la CEPLAC a suivi le mouvement. Avant 1985, elle n'assistait que les quelques dizaines d'agriculteurs ayant bénéficié de ses plans de financement. A partir de 1985, grâce à l'augmentation de ses moyens, elle commence à s'intéresser à d'autres producteurs, de taille moyenne. En 1986 à la suite d'une convention signée avec l'INCRA, son intérêt se porte à l'ensemble des producteurs. Cela se traduit par l'apparition de plantations de cacaoyers réalisées à partir de semences locales ou récupérées sur les cacaoyers hybrides en production.

⁽⁷⁾ Le prix du poivre atteindra 4 US\$ le kg et celui du cacao presque 2. Cela signifie que le producteur de cacao recevra quasiment le prix coté à la bourse de New-York. Ce miracle s'explique: une grande partie de la production était écoulée en contrebande et payée en dollars échangés sur le marché noir où le dollar valait en 1986 le double du cours officiel.

⁽⁸⁾ Un producteur de poivre réalisa un produit brut de 30.000 US\$, sur une superficie de 1,20 ha, soit un bénéfice de 25.000 US\$. Une véritable fortune dans un pays où le salaire minimum mensuel est de 60 US\$!

Tous les planteurs ne recevaient cependant pas encore l'assitance de la CEPLAC en août 1987, du fait de ses capacités limitées et des conditions d'accès très difficiles de certaines parties du territoire. L' EMATER n'insiste plus pour la production de cultures vivrières, sauf pour l'autoconsommation, mais réserve maintenant une grande partie de ses forces pour appuyer la production de poivre, de café et de guarana.

	Nbre de Plant ^{rs}	Plant ^{ion} de -1 an (ha)	En form. (ha)	En production (ha)	Surface totale (ha)	Rendt. (kg/ha)	Prod. totale (t)
1985	170	281	732	1440	2453 *	825	1188
1986	379	877	636	2081	3595 **	890	2500

Tableau 1 - Planteurs de cacao assistés par le bureau d'Uruara de la CEPLAC.

En avril 86, 386 agriculteurs (256 nouveaux planteurs et 135 anciens avaient fait une demande de semences auprès de la CEPLAC pour planter 2954 ha. début 1987. La CEPLAC, faute de semences disponibles (il se disait que Bahia bloquait l'attribution de semences pour l'Amazonie?), n'a retenu que 206 agriculteurs (80 nouveaux et 126 anciens) pour 1041 ha.

VI. POURQUOI?

Le développement des cultures de plantations n'aurait-il qu'une origine spéculative? Les colons (9) ne seraient-ils que des aventuriers avides de fortunes rapides? Ou au contraire de vrais paysans qui, à l'aide des connaissances empiriques acquises dans leur confrontation quotidienne avec le milieu amazonien, tenteraient de développer un système économiquement et écologiquement plus rationnel tout en permettant la création et la reproduction d'une société paysanne.

^{* 324} ha perdus (abandonnés ou brûlés).

^{**} Dont 726 ha de cacaoyer F2 ou commun (plantation réalisée avec des semences récoltées sur place sur d'autres plantations ou sur de cacaoyer natif).

^{(9) 92%} des chefs de famille ne sont pas nés en Amazonie et 38% sont d'origine urbaine.

Les données rassemblées sur le terrain entre 1985 et 1987, que j'ai tenté de synthétiser dans le tableau 2, montrent que le choix fait par les paysans de cette région était économiquement cohérent. Le poivre est le "champion" de la rémunération du travail, le cacao reste une culture très intéressante, l'élevage nécessite d'importants capitaux de départ, et le riz confine à la pauvreté. L'élasticité de la rémunération face à une baisse des prix au producteur est variable. Le poivre peut voir son prix divisé par 4 et être encore 2 fois plus rentable que le riz. Le cacao fera un peu mieux que le poivre, dans ce cas là, si son prix est divisé par 2. Enfin une baisse de 23% fera que l'élevage ne rémunèrera plus rien du tout. Un revenu annuel de 30 US\$ par hectare justifie-t-il le sacrifice de la forêt, patrimoine de la nation? Un tel revenu permet-il de rembourser les investissements d'infrastructure, très coûteux, consentis par l'Etat?

Une densité élevée de population facilite la vie sociale de la communauté. Elle permet d'offrir l'accès à l'école, à la santé et aux commerces à des coûts raisonnables, et l'électrification rurale devient envisageable. Se soigner, envoyer ses enfants à l'école, circuler facilement toute l'année, regarder la télévision et posséder un frigidaire sont les aspirations et les revendications de cette population. L'élevage n'est pas favorable à la socialisation d'individus éparpillés, à moins de les concentrer dans d'énormes fazendas de dizaines de milliers d'hectares, comme le recommandait la SUDAM. Mais dans ce cas, même en rasant toute la forêt amazonienne on ne résoudra pas le problème social posé par les paysans sans terre.

Les premières plantations de cacao sont toujours en production. On sait par ailleurs qu'après 10 ou 12 ans, sauf attaque violente de fusariose, on pourra remplacer, sans problème, le poivre par du cacao ou de l'hévéa Le riz laisse chaque année derrière lui une jachère où repousse une forêt secondaire sans grande valeur, du moins à moyen terme. Il n'est pas rare de rencontrer des pâturages qui en moins de 10 ans sont devenus improductifs et où la forêt ne repousse pas, tant les sols sont dégradés.

Une agriculture où les cultures pérennes seraient dominantes apparaît aujourd'hui comme le seul système capable d'assurer la survie et la croissance de cette communauté et certainement de beaucoup d'autres en Amazonie. Le riz, condamné comme culture commerciale, a encore un rôle très important à jouer pour l'autoconsommation, étant donné qu'il peut se maintenir en tant que culture intercalaire dans les jeunes plantations. L'élevage qui en monoproduction, est critiquable du point de vue social et écologique, et peut-être aussi économique, joue aujourd'hui un rôle

BILAN COMPARATIF	POIVRE (2 ha)	CACAO (8 ha)	RIZ (5 ha)	ELEVAGE 300ha ,vente de veaux de 1 an
Abattage, brûlis, preparation, plantation. (en J de travail)	416	. 680	525	2930
Entretien, récolte. (en J de travail)	3400	4800	4100	6600
Quantités récoltées (en kg)	48 000	48 000	90 000	équi. 180 veaux annuel. 1440 veaux
Produit brut (US\$)	96 000	48 000	9 000	216 000
Frais (US\$)	1/ 4 000 2/ 8 000 3/ 1 600	900 2 800 360	90 36	160 000 100 000 66 000
Valeur résiduelle après 10 ans. (US\$)	16 000	20 000	0	200 000
Produit financier (US\$)	98 400	63 940	8 874	90 000
Total travail	3 816 J/H	5 480 J/H	4 625 J/H	9 530 J/H
Rémunération du travail (US\$)	25,8	11,6	1,9	9,5
*	3,8	5,4	0,95	0,62
Produit ha/an en US\$ *	4 920 720	800 370	178 88	30 2,3
Densité de population (hab/km²)	160	37,5	6	1

Tableau 2 - Bilan comparatif, sur dix ans, des résultats économiques des quatre productions les plus importantes de la région d'Uruara.

Les données chiffrées de ce tableau résultent de la synthèse d'informations recueillies auprès d'agriculteurs généralement employeurs de main-d'oeuvre qui sont les seuls capables de fournir des indications précises sur les temps de travaux. Les surfaces citées sont celles qui sont couramment retenues pour la création d'un emploi. Les frais se décomposent de la façon suivante: 1/ frais jusqu'à la première récolte; 2/ frais durant la phase de production; 3/ frais financiers. La densité de population est la densité théorique en cas de monoproduction calculée en fonction des emplois créés.

^{*} Simulation du prix du poivre divisé par 4, de celui du cacao et du riz divisé par 2 et d'une baisse de 20% du prix de la viande. Dans un pays à inflation très forte et où il n'existe aucune régulation des prix, ceux-ci sont sujets à des variations brutales et de très forte amplitude.

important pour les petits producteurs. Ils achètent du bétail quand la récolte est bonne, le vendent pour se soigner, construire une nouvelle maison, ouaire la soudure les années difficiles: c'est tout à la fois leur assurance maladie, leur caisse d'épargne et leur caisse de stabilisation des prix.

Aujourd'hui, les stocks mondiaux de café et de cacao s'accumulent, les prix baissent. Le poivre devrait se trouver dans la même situation très rapidement. Le guarana, sans véritable marché, a vu ses prix s'effondrer en 1987 du fait de l'entrée en production des plantations de la Bahia. L'amélioration de la productivité et des circuits commerciaux peut assurer le maintien des revenus des planteurs actuels, mais ne permet pas de poursuivre le rythme d'expansion et encore moins la généralisation au reste de l'Amazonie des productions de cacao, de poivre et de café. La diversification des productions est la seule voie réaliste. Les possibilités sont nombreuses. Certaines productions sont déja pratiquées en Amazonie (dendé, jus de fruit, pâte à papier), d'autres sont possibles (copaïba, ricin, plantes médicinales, fruits de palmiers utilisés par la population locale). Cependant cette diversification pose problème. Le marché local est trop restreint pour pouvoir absorber une production de masse, qui ne pourrait être traitée que par de gigantesques complexes agro-industriels. Cette dernière solution, outre les risques agronomiques et économiques liés à la monoproduction et les risques sociaux liés à la gestion de la main-d'oeuvre, représente un modèle inadapté à la mentalité des colons. Ceux-ci ont souvent fui leur région d'origine pour échapper au salariat, alléchés par la possibilité de devenir, en Amazonie, "des paysans propriétaires et indépendants" (ARAUJO, 1986). L'exemple de l'usine de canne à sucre du km 90 est très révélateur à ce sujet. La confrontation entre les planteurs et l'industriel gérant l'usine n'était pas due à des problèmes économiques, mais bien plus à la volonté de l'industriel d'acquérir des terres afin de produire lui même 50% de la canne pour assurer, selon lui, l'approvisionnement régulier de l'usine. Les planteurs refusaient totalement cette solution, par peur de devenir dépendants de l'usine et d'être appelés à supporter tout le poids des crises. L'association des planteurs préféra voir l'usine fermer plutôt que de perdre l'exclusivité de la production de canne qui lui permettait d'établir, sur un pied d'égalité, des relations contractuelles avec l'industrie.

VI. CONCLUSIONS

"Carrying capacity is inexorably linked to the formulation of development strategies" (FEARNSIDE, 1986). Je ne pense pas, contrairement à l'auteur, que des stratégies de développement puissent reposer sur le calcul a priori d'une capacité de charge qui n'intégrera jamais dans son modèle le plus sophistiqué le génie humain et sa capacité d'adaptation. Ce sont les hommes qui développent et non les modèles. Les sociétés paysannes sont composées d'êtres humains pourvus d'histoire et de tradition culturelle, qui accumulent savoirs et savoir-faire, et s'adaptent à la nature en la transformant pour survivre et se reproduire. Elles se réguleront elles-mêmes en fonction de leurs traditions culturelles, de leurs besoins socio-économiques, et de l'offre exterieure. Ni l'Etat, ni l'Eglise, ni même la "Ŝcience" ne peuvent imposer un modèle de développement. Il ne s'agit pas "de ne rien faire", mais de se persuader que l'on n'impose pas. Nous proposons et les paysans choisissent; ils acceptent ou rejettent. La "Science" peut proposer une nouvelle plante, l'Etat peut financer son expérimentation, les paysans l'évalueront selon leurs critères et décideront de l'intégrer, ou pas, dans leur système de production. Le lieu commun: "le meilleur engrais ce sont des prix garantis" illustre le fait que le monde paysan ne manque pas de rationalité économique à condition que l'option proposée ne transfère pas à d'autres "la maîtrise réelle et symbolique du temps et de l'espace rural détenu par les paysans" (LIFRAN, 1981). S'enrichir oui! mais pas en échange de son identité sociale et culturelle. P. FEARNSIDE (1986) propose une bijection contestable entre l'ensemble des petits paysans et entrepreneurs et l'ensemble des objectifs sociaux et économiques.

L'agriculture de plantation, encore peu mécanisée, évite le conflit réel entre objectifs sociaux et objectifs économiques que connaît la production de grains mécanisée. Elle n'entraîne pas la substitution du travail par le capital (LENA, 1986).

Même si, dans le cas de l'Amazonie, les "néo-paysans" ne sont pas issus des petites bourgeoisies urbaines (comme en France) mais des prolétariats et sous-prolétariats ruraux et urbains, "le mythe dualiste (entre agriculture de subsistance et productive) révèle le double malaise, personnel et social, du chercheur" (LIFRAN, 1981). La notion d'entrepreneur est souvent liée au critère objectif de la position relative du revenu du paysan en regard du salaire du chercheur. Cette volonté, non seulement des chercheurs mais de tout le corps social, de fragmenter le monde paysan pour mieux le diviser et l'intégrer relève de l'incompréhension et de

l'intolérance à voir subsister dans la société industrielle une société parallèle reposant sur des structures et des représentations différentes (10). Les tentatives pour accélérer la "fin" des paysans, qui mettent tant de mauvaise volonté à disparaître, ont été des échecs cuisants. Les très grands complexes agricoles, dépouillent les paysans de tout contrôle territorial, une des bases primordiales de leur organisation sociale. Quand ces complexes ne butent pas sur des facteurs agronomiques liés à la monoculture, ils s'effondrent soit par la perte de motivation de la force de travail (kolkhozes, communes populaires, etc..) soit en provoquant l'effondrement de la société nationale (républiques bananières d'Amérique centrale, Philippines, Cuba, etc.). L'usine du km 90, l'interprofession sucrière en France et la colonisation en Malaisie (11) sont quelques exemples qui prouvent la possibilité d'une intégration industrielle de la production agricole en faisant l'économie de la destruction de la société paysanne.

BIBLIOGRAPHIE

ARAUJO, R. 1986 - Etude socio-antropologique des communautés de bases dans la région d'Altamira. Mémoire de maîtrise, Université Paris X.

BRASIL PRESIDENCIA DA REPUBLICA, 1970 - Metas e bases para a ação do governo.

BRASIL MINISTERIO DA AGRICULTURA, 1972 - Altamira I. FEARNSIDE, Ph. 1978 - Estimation of carrying capacity for human populations in a part of transamazon highway colonization area of Brasil. Ph D. Thesis, Univ. Michigan.

FEARNSIDE, Ph.1986 - Human carrying capacity of the Brazilian rainforest, Columbia Univ. Press, New-York.

⁽¹⁰⁾ Prenons l'exemple de l'UDR au Brésil (Union Démocratique Rurale) puissant mouvement socio-politique organisé par de grands propriétaires terriens pour lutter contre le projet de réforme agraire. Pourquoi a-t-il autant de succès auprès des moyennes et petites paysanneries qui, a priori ,n'ont rien à craindre de cette réforme ? Peut être parce que cette réforme, aux objectifs sociaux évidents, est en même temps une manière de faire payer au monde paysan l'échec de la politique industrielle en transférant les laissés pour compte vers la société paysanne, au risque de la déstabiliser et lui faire perde son identité.

⁽¹¹⁾ La Malaisie, lors de la colonisation, a choisi le système des grandes plantations. Celles-ci sont divisées en lots de 5 ha attribués en pleine propriété à une famille. Cette voie semble une réussite, jusqu'à maintenant, malgré son coût et l'omniprésence de l'Etat. L'indépendance du paysan reste relative car, s'il est propriétaire de sa terre, son endettement le rend dépendant de l'organisme de colonisation (KONINCK, 1986).

- HAMELIN, Ph., 1988 Occupation humaine de la frontière amazonienne. Congr. Internat. Géogr. des Amériques, Lima.
- KONINCK, R. de 1986 La paysannerie comme fer de lance territorial de l'état. Le cas de la Malaysia. in Frontières, Mythes et pratiques. *Cahiers ORSTOM Sciences Humaines*, vol. 22, n°34.
- LENA, Ph. 1986 Aspects de la frontière amazonienne. in Frontières, Mythes et pratiques. *Cahiers ORSTOM Sciences Humaines*, vol. 22, n°34.
- LIFRAN, R. 1981 Mythes scientifiques sur la terre et les paysans, INRA, Montpellier.
- TAVARES, V. et al. 1979 Colonização dirigida no Brasil, IPEA Rio de Janeiro, 2è edition.
- WOOD et SCHMINK, 1983 Culpando a vitima: pequena produção agricola en um projeto de do territorio Amazônico. *Cadernos NAEA*, *Belem*, n° 6.